

Unité départementale du Loiret  
3 rue du carbone  
45072 Orléans Cedex2

Orléans, le 08/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### ORRION CHEMICALS ORGAFORM

Le Pressoir Vert  
45400 Semoy

Références : 423/2025  
Code AIOT : 0010001378

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement ORRION CHEMICALS ORGAFORM implanté LE PRESOIR VERT 45400 SEMOY. L'inspection a été annoncée le 20/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORRION CHEMICALS ORGAFORM
- LE PRESOIR VERT 45400 SEMOY
- Code AIOT : 0010001378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ORRION CHEMICALS ORGAFORM (OCO) est une usine chimique spécialisée dans la

fabrication de colles, agents de protection du verre, agents de démoulage et intermédiaires de fabrication, qui sont utilisés dans différents secteurs : automobile, ameublement, agro-alimentaire (bouteilles en verre) etc. Elle développe de nouvelles activités en lien avec l'économie circulaire et la chimie verte.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque surpression/projection
- Risque toxique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier de sécurité acide acrylique	Arrêté Préfectoral du 10/04/2022, article 5.1.1	Demande d'action corrective	60 jours
5	Stockage de l'acide acrylique	Arrêté Préfectoral du 10/04/2022, article 5	Demande d'action corrective	60 jours
7	Test de l'injection d'une solution de phénothiazine (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	60 jours
10	Stockage de liquides inflammables dans la cellule nord du magasin C	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	60 jours
11	Stockage d'acétone dans l'atelier AD4	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 10/04/2022, article 5.5	Sans objet
3	Fiche de données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 7.3.1	Sans objet
4	Respect des fiches de données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 7.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Procédure associée au stockage de l'acide acrylique	Arrêté Préfectoral du 10/04/2022, article 5.6	Sans objet
8	Formation du personnel à la manipulation de l'acide acrylique	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 7.5.4	Sans objet
9	Présence d'opérateurs formés à la manipulation de l'acide acrylique (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dossier de sécurité acide acrylique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2022, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque dossier sécurité comprendra au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en œuvre ;</li> <li>• matières premières, produits intermédiaires isolables et produits fabriqués, y compris les impuretés connues lorsque c'est pertinent (contribution à l'instabilité de la masse réactionnelle, produits CMR, toxiques...), les quantités maximales mises en œuvre ;</li> <li>• potentiels de dangers, notamment : éléments de cinétique et thermodynamiques des réactions chimiques principales mises en œuvre avec estimation du potentiel énergétique maximal de la masse réactionnelle et identification des dangers de dégagement de produits toxiques ;</li> <li>• connaissance des réactions secondaires dangereuses éventuelles (type d'impuretés, éléments de cinétique et de thermodynamique) ;</li> <li>• incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans le procédé ; Installations dans lesquels le procédé peut être réalisé, dangers présentés par les fluides utilisés, stockages associés ;</li> <li>• une analyse de risque permettant de délimiter les conditions opératoires sûres du procédé, et d'identifier les causes éventuelles des dérives des différents paramètres de</li> </ul>

fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures de maîtrise des risques qui en découlent ;

- modes opératoires, consignes de démarrage, d'exploitation, d'arrêt et de nettoyage ; les habilitations requises pour intervenir sur le procédé ;
- consignes de sécurité propres à l'atelier. Celles-ci devront en particulier prévoir explicitement les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres.

#### **Constats :**

À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis, par courriel du 20/03/25, le dossier de sécurité correspondant à l'utilisation d'acide acrylique sur le site.

Celui-ci contient :

- une fiche d'instruction pour le stockage et la manipulation du stockage de l'acide acrylique, dénommée I-ESD-013 et datée du 15/01/2021 ;
- une étude d'analyse des risques, réalisée selon la méthode HAZOP, pour le transfert d'acide acrylique dans un réacteur ;
- l'étude de dangers du site, dans sa version de novembre 2024, qui développe l'évaluation et la maîtrise des risques associés au stockage et à l'utilisation d'acide acrylique.

La fiche d'instruction I-ESD-013 susvisée fait appel à deux documents non transmis en amont de l'inspection :

- l'instruction I-LOR-09(d) pour la réception de l'acide acrylique ;
- le fichier D-RHF-03(a) indiquant la liste du personnel habilité à la manipulation de l'acide acrylique.

Lors de la visite, l'exploitant présente ces deux documents à l'inspection.

Il ressort de la visite d'inspection que l'exploitant détient l'ensemble des éléments visés par l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2022 mais qu'il ne dispose pas d'un dossier proprement constitué qui rassemble l'ensemble de ces informations.

**Ecart. Un dossier de sécurité n'a pas été formellement établi par l'exploitant pour l'utilisation d'acide acrylique sur son site.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place, pour chaque procédé potentiellement dangereux devant faire l'objet d'un dossier de sécurité, une fiche synthétique qui renseigne, pour chaque élément visé par l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral, le document où se trouvent les informations correspondantes (en précisant, en cas de besoin, les pages concernées). Il tient en tout temps à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble de ces fiches et des documents appelés par celles-ci, afin de permettre un accès aisé à l'ensemble des données constituant le dossier de sécurité.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 2 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2022, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre, un état des matières stockées, substances et mélanges dangereux, indiquant leur nature (notamment mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, leur localisation par cellule et leur quantité, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre, facilement accessible, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis, par courriel du 20/03/25, son état des stocks.</p> <p>Ce document indique, pour chaque produit chimique, le lieu de stockage, la quantité présente, les éventuels symboles GHS/CLP, les phrases H ou EUH, l'état physique, le point éclair, le caractère inflammable et si le produit répond à la définition de liquide combustible ou solide liquéfiable combustible. Les produits combustibles (bois, plastique, carton) sont également renseignés.</p> <p>Une version simplifiée du registre présentant, pour chaque lieu de stockage, la somme des produits selon leur typologie, est également disponible.</p> <p>Le document permet de suivre la quantité de produit par rubrique ICPE et l'application de la règle de cumul.</p> <p>L'inspection constate que l'état des stocks fournit ne porte pas sur les matières présentes dans les ateliers. L'exploitant confirme que leur système de gestion des stocks ne fait pas apparaître ces produits : les matières premières sont retirées de l'état des stocks lorsqu'envoyées en production puis les produits finis y sont intégrés lorsque transférés dans le magasin qui leur est dédié. Cette organisation ne permet pas de connaître en tout temps les quantités et la typologie des matières présentes dans les ateliers, notamment à des fins d'intervention en cas de sinistre.</p> <p>Par courriel du 27/03/25, l'exploitant transmet une version actualisée de son état des stocks qui intègre un nouvel onglet faisant apparaître les produits stockés dans les 8 ateliers (matières premières et produits finis) levant ainsi l'écart relevé ci-dessus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiche de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection demande à consulter la fiche de données de sécurité de la phénothiazine, utilisée comme inhibiteur de polymérisation pour l'acide acrylique.</p> <p>L'exploitant transmet ce document qui inclut les seize sections prévues par la norme internationale ISO 11014.</p> <p><b>Absence d'écart.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Respect des fiches de données de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 7.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiche de données de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche de données de la sécurité de la phénothiazine indique, au sein de la rubrique 7 dévolue aux conditions de manipulation et de stockage, que l'emballage du produit doit être tenu "hermétiquement fermé".</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate que l'emballage des solutions de phénothiazine, présentes dans le magasin C et dans l'atelier AD4, sont bien hermétiquement fermés.</p> <p><b>Absence d'écart.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Stockage de l'acide acrylique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2022, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

## Chapitre 5 : Prévention des risques technologiques - Principes directeurs

L'exploitant :

- définit et met en œuvre des procédures pour permettre l'identification systématique des risques d'accident majeur susceptible de se produire en toute configuration d'exploitation des installations (marche normale et modes dégradés). Ces procédures doivent permettre d'apprécier les probabilités d'occurrence et d'évaluer l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents identifiés ;
- prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels

[...]

Article 5.6. Installations connexes à l'atelier de dépolymérisation

[...]

Le stockage en GRV peroxyde d'hydrogène et l'acide acrylique sont placés sur une rétention unitaire.

[...]

La zone de stockage de l'acide acrylique dans le magasin de stockage est délimitée et réservée aux deux conteneurs. Cette zone de stockage est proche d'un accès permettant de sortir rapidement les deux conteneurs du magasin en cas d'incendie dans celui-ci.

### Constats :

Outre les dispositions susvisées, l'étude de dangers du site, dans sa version de novembre 2024, indique que l'acide acrylique est stocké :

- uniquement en GRV 1 m3 ;
- à une température entre 15 et 25 °C ;
- en présence d'une solution d'inhibiteur, à utiliser en cas de début de polymérisation.

La fiche d'instruction pour le stockage et la manipulation du stockage de l'acide acrylique I-ESD-013 indique également : "Le container en cours d'utilisation dans l'AD4 doit toujours être stocké dans la cabine prévue à cet effet."

Lors de la visite, l'inspection vérifie les conditions de stockage de l'acide acrylique dans le magasin de matières premières et dans l'atelier AD4.

Dans le magasin de matières premières, l'acide acrylique est bien stocké, sur rétention unitaire, dans la zone prévue à cet effet à proximité d'un accès permettant de sortir rapidement le produit du magasin en cas d'incendie. La température, mesurée par un thermomètre, est de 16 °C lors de la visite. Une solution de phénothiazine est disponible à proximité immédiate du stockage. L'inspection relève toutefois que l'étiquetage de la solution de phénothiazine précise une date d'expiration en juin 2024, qui est donc échue lors de la visite.

Dans le magasin AD4, le conteneur d'acide acrylique est bien stocké, sur rétention unitaire, dans



la cabine prévue à cet effet. Un thermomètre est bien présent et permet la surveillance de la température, constatée conforme à la plage recommandée lors de la visite. Deux bidons de solution de phénothiazine sont disponibles à proximité : un, entamé, indiquant une date d'expiration échue (2023) et un, plein, dont la date d'expiration n'est pas dépassée.

**Ecart.** Les conditions de stockage de l'acide acrylique dans le magasin de matières premières ne permettent pas de prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations, pour en limiter les conséquences : la date d'expiration de la solution de phénothiazine à proximité directe étant dépassée, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que son utilisation permettra une inhibition efficace de la polymérisation de l'acide acrylique en cas de besoin.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant remplace les solutions de phénothiazine dont la date d'expiration est dépassée et met en place une procédure permettant le renouvellement de ces solutions avant leur date d'expiration. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 6 : Procédure associée au stockage de l'acide acrylique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/04/2022, article 5.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédure de contrôle

**Prescription contrôlée :**

Une procédure :

- encadre le contrôle journalier de la température du magasin de stockage. La ronde prévoit une vérification visuelle de l'intégrité du contenant et la vérification de la température ambiante dans le magasin ;
- prévoit le mode dégradé en cas de défaillance des moyens de régulation de la température de ce magasin et de l'armoire à température régulée dans l'atelier ;
- encadre la mise en œuvre de l'inhibiteur et la formation des personnels susceptibles d'intervenir.

**Constats :**

La fiche d'instruction pour le stockage et la manipulation du stockage de l'acide acrylique I-ESD-013, datée du 15/01/2021 et envoyée par courriel du 20/03/2025, prévoit bien :

- la procédure à mettre en œuvre en cas de défaillance des moyens de régulation de la température du magasin et de l'armoire à température régulée dans l'atelier ;
- la procédure de mise en œuvre de l'inhibiteur.

L'inspection relève toutefois que :

- le contrôle journalier de la température du magasin de stockage n'est pas prévu ;

- la localisation de la solution de phénothiazine n'est pas précisée ;
- la procédure indique qu'il est nécessaire d'utiliser "la totalité du contenu du bidon de la solution de phénothiazine" alors que l'étude de dangers du site, dans sa version de novembre 2024, indique que la quantité à verser est "à ajuster pour un fût ou un GRV".

Lors de la visite, l'exploitant indique que :

- la température du magasin est contrôlée en permanence avec alarme et qu'il n'est par conséquent pas nécessaire d'effectuer le contrôle journalier demandé ;
- la solution de phénothiazine est disposée à proximité directe de l'acide acrylique (ce que l'inspection constate lors de la visite, comme indiqué au point de contrôle précédent) et qu'il n'y a donc pas lieu de préciser cette localisation ;
- les bidons de phénothiazine sont dimensionnés afin d'assurer une inhibition efficace dans le cas majorant et ne nécessitent donc pas d'ajuster la quantité à ajouter.

**Absence d'écart.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Test de l'injection d'une solution de phénothiazine (MMR)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en oeuvre de l'EDD

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

**Constats :**

L'étude de dangers du site, dans sa version de novembre 2024, identifie comme une mesure de maîtrise des risques l'intervention d'un opérateur pour injecter une solution d'inhibiteur en cas de polymérisation de l'acide acrylique et prévoit que cette MMR soit testée 3 fois par an.

Lors de la visite, l'inspection demande à l'exploitant la justification de la réalisation des tests réalisés au titre de l'année 2024. L'exploitant indique que la MMR n'est pas testée et met en avant la destruction de l'acide acrylique qui serait engendrée si tel était le cas.

L'inspection rappelle le caractère essentiel de ces tests qui permettent de vérifier la bonne connaissance des procédures par le personnel et leur faisabilité opérationnelle. En l'occurrence, la réalisation de ces essais aurait potentiellement permis d'identifier la date d'expiration dépassée des solutions de phénothiazine (cf point de contrôle n°5). En outre, l'inspection indique que ces exercices peuvent simuler l'injection d'inhibiteur afin d'éviter la destruction de l'acide acrylique.

**Ecart. La mesure de maîtrise des risques relative à l'injection par un opérateur d'une solution d'inhibiteur en cas de polymérisation de l'acide acrylique n'est pas testée conformément à**

<b>l'étude de dangers du site.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant élabore un protocole afin de tester la mesure de maîtrise des risques susvisée et le transmet à l'inspection des installations classées. Conformément à l'étude de dangers, il teste la MMR trois fois par an et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification de ces essais.
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites : Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais : 60 jours</b>

**N° 8 : Formation du personnel à la manipulation de l'acide acrylique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.
<b>Constats :</b>  La fiche d'instruction pour le stockage et la manipulation du stockage de l'acide acrylique I-ESD-013, datée du 15/01/2021 et transmise par courriel du 20/03/2025, indique que la liste du personnel ayant suivi le module de formation « manipulation de l'acide acrylique » est indiquée dans le fichier D-RHF-03(a).  Transmis à l'inspection lors de la visite, ce fichier recense la liste des 9 personnes ayant été formées et disposant d'une habilitation pour la manipulation d'acide acrylique.  L'exploitant indique que des formations sont organisées tous les 2 ans afin de vérifier le niveau de connaissance du personnel et assurer son maintien.  Au cours de la visite, l'inspection interroge un membre du personnel, travaillant dans l'atelier AD4 où est utilisé l'acide acrylique, afin de vérifier que celui-ci a bien connaissance des mesures à mettre en œuvre en cas de montée en température du conteneur d'acide acrylique. Les réponses apportées démontrent la bonne connaissance des mesures prévues par l'instruction I-ESD-013 concernant le stockage et la manipulation de l'acide acrylique. L'opérateur n'est cependant pas en mesure d'indiquer la localisation du thermomètre infra-rouge devant permettre de mesurer la température de la paroi du conteneur. Après quelques minutes, l'opérateur parvient toutefois à localiser ce thermomètre infra-rouge.

Absence d'écart.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 9 : Présence d'opérateurs formés à la manipulation de l'acide acrylique (MMR)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en oeuvre de l'EDD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en oeuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de dangers du site, dans sa version de novembre 2024, identifie comme une mesure de maîtrise des risques l'intervention d'un opérateur pour injecter une solution d'inhibiteur en cas de polymérisation de l'acide acrylique. Elle indique en outre que, lors des opérations de formulation, une équipe d'intervention de 7 personnes au minimum est maintenue en journée.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection interroge l'exploitant sur les moyens mis en oeuvre afin de s'assurer de la présence permanente d'une équipe d'intervention suffisante.</p> <p>L'exploitant indique qu'au vu des effectifs du site et de la proportion de personnes formées à la manipulation de l'acide acrylique, cette condition n'est pas une contrainte et ne nécessite pas un suivi particulier. A la demande de l'inspection, il démontre, au jour de l'inspection, du respect de cette consigne au vu des effectifs présents.</p> <p>Absence d'écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 10 : Stockage de liquides inflammables dans la cellule nord du magasin C**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité à l'EDD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en oeuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate le stockage de plusieurs fûts de liquides inflammables dans la cellule nord du magasin de matières premières, qui n'est pas prévue pour contenir de tels produits d'après l'étude de dangers du site.</p>

<b>Ecart. Stockage non conforme à l'étude de dangers du site.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 11 : Stockage d'acétone dans l'atelier AD4**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité à l'EDD
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection constate le stockage de plusieurs fûts d'acétone à l'intérieur de l'atelier AD4, alors que l'étude de dangers du site ne prévoit pas le stockage de ce produit dans cet atelier.  <b>Ecart. Stockage non conforme à l'étude de dangers du site.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours